

Service de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et  
installations classées

**Arrêté du 19 octobre 2023  
portant mise en demeure à la société SCHROLL  
pour son site 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000)**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 962695 du 31 décembre 1996 ;

VU le rapport du 1<sup>er</sup> août 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 25 juillet 2023 ;

VU le rapport du 28 août 2023 de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 24 août 2023 ;

VU la lettre du 09 octobre 2023 de la société SCHROLL, communiquée le 11 octobre 2023 ;

Considérant que l'article 30.3 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé dispose que « *Le volume constitué par les fosses de réception des marchandises, les points bas des aires de stockage et les canalisations d'évacuation correspondant à un volume de 240 m<sup>3</sup> devront être aménagés pour servir de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie* » ; qu'à la suite de l'inspection du 06 octobre 2022, il a été indiqué que la rétention est assurée par deux fosses (fosse BRT et fosse presse) ; qu'il a été constaté le 25 juillet 2023 que la fosse BRT a été supprimée ;

Considérant que, par lettre du 09 octobre 2023 susvisée, la société SCHROLL a communiqué des éléments de réponse ; qu'un prestataire de la société SCHROLL est intervenu le 06 octobre 2023 pour chiffrer une campagne de reprise des enrobés constituant la

rétenion ; qu'à ce stade, l'imperméabilité de l'ensemble des surfaces n'est pas garanti ; qu'un contrôle des installations sera nécessaire pour vérifier l'état de l'enrobé ;

Considérant les termes de l'article L.171-8 du code de l'environnement « *l.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

Article 1er : La société SCHROLL, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000), dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après.

Article 2 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 30.3 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé : « *Le volume constitué par les fosses de réception des marchandises, les points bas des aires de stockage et les canalisations d'évacuation correspondant à un volume de 240 m<sup>3</sup> devront être aménagés pour servir de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.* ».

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SCHROLL.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

signé

Christophe MAROT

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.